NUMERO 5 | Automne 2017
ISSUE#5 | Autumn 2017

Cahiers de la SSFA
SSFA bulletin

Association des Etudes Sociales de la Finance
Social Studies of Finance Association

Dans ce numéro…
In this issue…

2. Ouverture
Opening

Politique de la finance, finance de la politique
Jacques-Olivier Charron

4. Papiers de recherche
Working papers

The uncontrollability of independent risks
Anne EA van der Graaf

5. Essais, entretiens et débats
Essays, interviews and debates

Note de lecture : Marc Flandreau (2016), *Anthropologists in the Stock Exchange. A Financial History of Victorian Science*. Chicago, The University of Chicago Press.
Nicolas Pinsard

8 Actualités & événements
News and forthcoming events

Ouverture
Opening

Politique de la finance, finance de la politique
The politics of finance, the financing of politics

Jacques-Olivier Charron (jacques-olivier.charron@dauphine.fr)

The recent electoral sequence that we have just gone through has illustrated how "markets" and "finance" can be used, debated and criticized publicly – whether as objects to be denounced, invoked, or relied upon.

Within a context of financialization, we should not forget that States and other political bodies have developed a particular relationship with financial markets, specifically markets for public debt (Lemoine, 2016).

Works by Lordon and Helleiner have documented the origins of this paradoxical relationship, whereby politics have put themselves in the hands of markets, while at the same time presenting this dependency as natural.

Dans la séquence électorale que nous venons de traverser[1], la référence aux « marchés » et à la « finance » a traversé tout le débat, même si elle a pris diverses formes : leur dénonciation comme instances de pouvoir à critiquer voire à renverser, la formulation d'hypothèses sur leurs éventuelles réactions à d'éventuelles décisions, mais aussi, de façon plus indirecte via le chiffrage des programmes, l'assurance qu'on saurait, sinon s'en passer, du moins obtenir leur bienveillance.

Cette situation est devenue tellement banale qu'on se contente le plus souvent de se référer à ces entités de façon globale et allusive, comme s'il s'agissait de réalités claires pour tout le monde, dont le caractère substantiel et unifié relève de l'évidence partagée. En même temps, s'il est vrai qu'il y une mythologie de la finance, il y a aussi une réalité assez précise qui mérite d'être rappelée : le fait que, dans le capitalisme financiarisé dans lequel nous vivons, l'Etat, devenu « chose mesurée » comme le dit Benjamin Lemoine dans *L'ordre de la dette* (La Découverte, 2016) dépend de façon décisive dans ses sources de financement non pas des « marchés financiers » en général mais de la façon dont fonctionne le marché de la dette publique. C'est surtout par ce biais que la dépendance des décideurs politiques envers les marchés financiers, si elle a un aspect idéologique, en a aussi un autre éminemment pratique.

Cette dépendance, analysée il y a vingt ans par Frédéric Lordon dans *Les quadratures de la politique économique* (Albin Michel, 1997), est de fait déjà assez ancienne. A côté de la mise en marché de la dette publique, le passage aux changes flottants dans les années 70 avait déjà joué un rôle majeur. Tous ces éléments se sont inscrits, à l'époque, dans le cadre d'un tournant néolibéral dont rend compte aujourd'hui une littérature assez abondante. On peut rappeler à ce propos, comme l'avait démontré notamment Eric Helleiner dans *States and the reemergence of global finance* (Cornell University Press) en 1994, que cet état de fait est issu d'un ensemble de décisions prises par les Etats eux-mêmes. Pas tous en même temps ni de la même façon, certes, mais ce sont bien des décideurs politiques qui ont fait en sorte que les Etats rendent des comptes non pas aux « marchés financiers » considérés globalement et vaguement, mais au complexe d'organisations souvent très bureaucratisées, lestées et corsetées de normes et d'instruments de gestion, qui les font exister et fonctionner.

1. Achevé de rédiger le 24 mai 2017.

Elucider ce paradoxe apparent a été, est encore l'une des tâches de ce qu'on peut appeler l'économie politique de la finance, dont les trois livres que nous avons cité sont d'excellents exemples. La finance a une politique parce que la politique a une finance, et ces recherches aident à comprendre ce qui se passe entre les deux.

We still live by this paradox nowadays. For instance, and on the one hand, discussions in the media have focused on issues relating with fake parliamentary jobs, the financing of political campaigns, and corruption.

Aujourd'hui, l'emprise des préférences normatives qui sont celle des grandes institutions financières, grands groupes bancaires et d'assurance mais aussi et peut-être plus encore l'univers social de la gestion d'actifs, moins apparent que les agences de notation et les « gourous de marché », se fait sentir sur les décisions politiques bien au-delà de la seule politique économique. En même temps l'ensemble de règles et de rapports sociaux qui rendent cette emprise possible ne font pas l'objet d'une perception réaliste et précise qui permettrait une vue plus opérationnelle.

On the other hand, the ordinary financing practices of public bodies (the State or local bodies) bears much bigger impacts, but remained largely in the background. This only justifies the need to deconstruct mainstream perspectives on finance, which in no way should be limited to some kind of a "one best way" instrument.

On peut constater par exemple que, dans le débat politique et médiatique dont nous avons été abreuvés ces derniers mois, quand il a été question de « finance de la politique », c'était pour parler des salaires d'une assistante parlementaire ou supposée telle, de financement de campagnes électorales, de diverses formes de corruption, et beaucoup moins de la façon dont l'Etat et les autres collectivités locales se financent ordinairement, ce qui implique des sommes beaucoup plus considérables et a beaucoup plus de conséquences. Peut-être en effet est-il plus générateur d'affects et plus apte à occuper l'espace public de critiquer des individus identifiables plutôt que des logiques, des modes d'interdépendance, des instruments, des techniques, etc. Ce peut être aussi pour nous une incitation à persévérer dans les travaux de recherche qui s'attachent à défaire la compréhension de la finance (voire plus largement de l'économie) comme quelque chose qui relève simplement de techniques qu'il suffit de maîtriser et d'appliquer sur le mode du « *one best way* ». C'est probablement cela, en effet, qui, le plus profondément, dépolitise la relation entre finance et politique.

This also contributes to making the debate on "the politics of finance" somewhat sterile. Finance is either conceived of as a natural constraint, or as an element endangering democracy or sovereignty. In both cases what is forgotten is that market participants have a political agenda, make decisions, the justifications of which are only to be found once looking into their inner workings.

Cela contribue aussi à rendre quelque peu stérile dans le débat public la discussion sur la « politique de la finance ». Quand cette dernière, en effet, est supposée exercer une contrainte sur la décision politique, c'est appréhendé soit sur le mode du fait de nature, de la réalité physique qu'on ne peut qu'accepter, soit comme une atteinte intolérable à la démocratie ou à la souveraineté, quand les deux ne sont pas confondus. Dans les deux cas rien n'incite à comprendre plus précisément ce qui se joue : les acteurs et les organisations qui opèrent concrètement sur les marchés financiers ont bien des visées de nature politique, même (et peut-être surtout) quand ils ne les formulent pas de cette façon. Ils prennent des décisions, appliquent des règles et des outils qui font que plus ou moins d'argent ira à tel Etat plutôt qu'à tel autre, dans des volumes et des conditions qui leur seront plus ou moins favorables etc. Mais ces visées ne se découvrent que lorsqu'on rentre dans leur fonctionnement concret. Les recherches qui y contribuent permettent aussi d'identifier les leviers qui permettent, ou plutôt permettraient, aux décideurs politiques de trouver des marges de manœuvre, d'être plus actifs dans le jeu pour mieux faire valoir leurs propres options.

The debate on the euro provides us with a good example here, where the focus remained on abstract hypotheses, and failed at discussing how and which actors would effectively react.

En un sens, le débat sur une éventuelle sortie de la zone euro, qui a pris beaucoup de place dans une phase de la campagne présidentielle, est surtout apparu comme opposition entre nécessité indiscutable et « insurrection » du politique qui a pris dans le débat d'entre-deux-tours la forme confuse et calamiteuse que l'on sait. Les forces politiques et les économistes défendant cette option ont été soumis, comme c'était prévisible, à une large mobilisation sollicitant aussi bien de grandes institutions, la Banque de France jouant un rôle central, qu'un grand nombre de « Prix Nobel » d'économie. On a moins vu que ce tir de barrage reposait largement sur des hypothèses sur ce que décideraient, face à une situation sans réel précédent, les agences de notation et « les marchés ». Ces hypothèses étaient bien sûr présentées comme des certitudes, mais en même temps on est tenté de rappeler que les conséquences économiques d'une décision politique radicale et assez improbable sont conditionnées par les réactions d'une multitude d'acteurs privés, lesquels ne se comportent pas toujours exactement comme les économistes, même les plus reconnus et les plus aguerris, le prévoient. En même temps les personnalités politiques défendant, plus ou moins clairement, la sortie de l'euro ne manifestent guère plus de compréhension à cet égard. Encore une fois, l'appréhension des logiques d'action des intervenants sur les marchés financiers est probablement ce qui manque le plus dans ce type de discussion, et c'est bien là que les études sociales de la finance, pour qui ces logiques ne relèvent ni de la psychologie ni de l'économie pures, apportent et apporteront encore beaucoup.

Papiers de recherche
Working papers

The Uncontrollability of Independent Risks

Anne EA van der Graaf, Doctoral fellow at MaxPo (anne.vandergraaf@sciencespo.fr)

Standard economic thinking would say that the more risks taken, the more profit is created. In European financial institutions a division of labour exists between those who are seen as the profit makers and those who manage the risks. Insurance regulation Solvency II and banking regulation CRD IV require an independent risk department from the operations. From a governance perspective one could expect that the control on risks increase since knowledge about them is autonomously produced. Yet independence and control through knowledge do not always go together in large firms. One of their characteristics is a hierarchical division of labour. This paper will argue that in such a situation, resource control matters. This paper shows how the independence that was created actually exacerbated a lack of risk control. The risk managers namely lacked resources and knowledge of the financial risks that were taken. The research is based on participant observations, network data and qualitative interviews with people handling risks within banks and insurance. Risk management does not have the resources to either obtain knowledge from the operational centres, nor the power to make decisions.

Keywords: CRD IV, Division of Labour, Financial Risk, Independence, Solvency II.

Texte intégral / Full text

Référence électronique : Van der Graaf, Anne EA, « The uncontrollability of independent risks », Papier de recherche SSFA-2017-01 [En ligne], *Cahiers de la SSFA*, 5, Automne 2017. URL : http://ssfa.free.fr/hoprubrique.php?id_rub=83.

Essais, entretiens et débats
Essays, interviews and debates

Note de lecture : Marc Flandreau (2016), *Anthropologists in the Stock Exchange. A Financial History of Victorian Science*. Chicago, The University of Chicago Press.

Nicolas Pinsard, Doctorant, Centre d'Economie de l'Université Paris Nord
(nicolas.pinsard@univ-paris13.fr)

À la suite de la sortie de l'ouvrage *La fabrique de la finance* (2016), François Vatin avait réalisé une note de lecture dans la *Revue de la Régulation* dans laquelle il disait : « je voudrais toutefois insister sur une autre dimension de la question, qui n'est pas absente de l'ouvrage, mais n'y occupe pas la place centrale qu'elle devrait, à mon sens, y occuper. Il s'agit du soubassement anthropologique de l'activité et des produits financiers » (Vatin, 2016). La présente note de lecture s'inscrit dans cette volonté de la part de la SSFA de prolonger cette réflexion sur le rapport qu'entretiennent la finance et l'anthropologie.

L'historien économiste Marc Flandreau[2] a présenté le 21 octobre 2016 à l'Université de Nanterre son dernier ouvrage *Anthropologists in the Stock Exchange. A Financial History of Victorian Science* (2016). L'auteur part d'une singularité des financiers sous l'ère victorienne, qui s'occupaient toute à la fois des affaires financières et participaient à des sociétés savantes – particulièrement celles dédiées à la géographie et à l'anthropologie. Fort d'une approche mêlant anthropologie, science politique, sociologie et sciences économiques, il revient sur cette histoire méconnue des sociétés savantes de l'ère victorienne et s'attarde sur la vie de quatre personnages représentatifs : Richard Burton, James Hunt, Hyde Clarke et Bedford Pim.

Toutefois, l'ambition de Marc Flandreau n'est pas de raconter une histoire anecdotique, mais de comprendre les ressorts de la domination financière ainsi que la dimension politique et sociale de la production scientifique. Car la trajectoire de la Société d'Anthropologie met bien en lumière la manière dont les financiers ont instrumentalisé la science, à travers les sociétés savantes, dans le dessein d'assouvir leurs intérêts spéculatifs.

2. Marc Flandreau est professeur d'histoire financière à l'Institut de Hautes Etudes Internationales et de Développement (IHEID) de Genève depuis 2008. Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure à Paris, il a occupé des positions de recherche et d'enseignement au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et à Sciences Po où il a été Professeur entre 2001 et 2008. Ses travaux reconnus internationalement portent sur l'histoire du crédit, de l'information et de la finance. Il a publié abondamment sur l'histoire du système monétaire international, des régimes de change et des crises financières.

Flandreau replace ainsi l'apparition des idées et des disciplines académiques dans leurs conditions matérielles d'existence, réalisant de la sorte une histoire matérialiste des idées.
L'ouvrage est d'une extrême richesse en matière de contenu ; nous en proposons ici un résumé thématique. Au sein de cet ouvrage, nous avons ainsi identifié trois grands thèmes qui le traversent et le structurent : le savoir, la propriété, le pouvoir. C'est à l'aide de ces thèmes que nous faisons sens de l'architecture de l'ouvrage.

Le retour sur investissement du savoir

L'histoire que nous narre Flandreau s'insère dans une période où l'Empire britannique est à son apogée, lors de l'époque victorienne (1837-1901). De grandes quantités d'argent circulaient à travers le monde, via le marché des dettes étrangères émises par les entreprises et les colonies de l'Empire britannique. Les principaux animateurs de ces marchés étaient des personnes fortunées, institutionnellement liées entre elles à travers des comités. Ces comités ne représentaient pas l'intégralité des propriétaires de dettes étrangères, mais ils tenaient une place centrale par l'organisation de réunions publiques, l'interpellation du Ministère britannique des Affaires étrangères, et la publication d'annonces dans les journaux.

Parmi ces animateurs figuraient John Diston Powles à la tête de cette industrie financière des dettes étrangères (il en était « *the godfather of the foreign debt vultures industry* », p. 93) et Isidor Gerstenberg. Ce dernier reprit le pouvoir après le décès de Powles en 1867, et constitua le Council of Foreign Bondholders en 1868 puis la Corporation of Foreign Bondholders en 1873, et dont le secrétaire était Hyde Clarke. Ce même Clarke fut au centre de la controverse du Club Athenaeum à l'origine de la décrédibilisation de la Société d'Anthropologie. Bedford Pim devint quant à lui membre de la Société Royale de Géographie en 1854 et avait pour projet en 1859 de construire une voie de communication au Nicaragua pour rallier l'océan Atlantique à l'océan Pacifique dans le but de sécuriser les intérêts britanniques dans cette zone du monde. Il a également été un membre, en 1863, puis vice-président de la Société d'Anthropologie. Flandreau explique comment l'usage de l'anthropologie n'avait comme finalité pour Pim que de rendre ses affaires profitables, en s'appropriant des terres à l'autre bout du monde. Outre la position sociale importante qu'ils tenaient dans l'Empire britannique, et du fait qu'ils aient investi des sociétés savantes, les financiers parvinrent à réaliser des profits encore plus importants en créant des droits de propriété *ex nihilo*.

La propriété du savoir : le cas de la Société d'Anthropologie

Les raisons pour lesquelles la Société d'Anthropologie est apparue sont sujettes à de nombreux débats que nous n'évoquerons pas ici. Flandreau propose une explication fondée sur la trajectoire du fondateur de la Société d'Anthropologie, Richard Burton. Celui-ci et John Speke étaient tous les deux membres de la Société Royale de Géographie, laquelle les avaient envoyés en mission pour découvrir les sources du Nil.

Tombé malade et alité, Burton ne put suivre Speke dans la suite de l'exploration : lorsque ce dernier se rendit au lac Victoria, il pensa avoir localisé la source du Nil. Retourné seul à Londres en 1859, il annonça sa découverte à la Société Royale de Géographie, en excluant *de facto* Burton. Speke devint le propriétaire de cette découverte puisqu'elle avait été validée par la société qui était chargée d'entériner ou non les découvertes. La création de la Société d'Anthropologie avec des règles propres en 1863 constituerait la réponse de Burton et le moyen pour ce dernier d'instrumentaliser la reconnaissance scientifique à ses propres desseins.

Le savoir comme outil de pouvoir

L'épisode qui permet de bien rendre compte de la propriété du savoir comme instrument de pouvoir est la crise des otages d'Abyssinie. Cet épisode est relaté au chapitre 9, « *The violence of science* ». C'est en 1864 que Téwodros

II, empereur d'Abyssinie, prit comme otage deux Protestants prosélytes, le Révérend Henry Stern et son assistant Rosenthal, un Consul britannique, le capitaine Charles Duncan Cameron. John Russel, ministre des Affaires étrangères (1859-1865) puis Premier ministre (1866-1868) fut chargée de la libération des otages. Plusieurs missions furent réalisées sous son commandement, mais toutes échouèrent. Toute une campagne de communication fut réalisée, critiquant la politique du laisser-faire menée par Russel. L'arrivée de Benjamin Disrael comme Premier ministre en 1868, et sa décision d'engager une campagne militaire sur les terres de l'empereur Téwodros II permirent la libération des otages. Cette libération s'avéra très onéreuse et surdimensionnée puisqu'elle causa le décès de centaines d'Abyssins ainsi que le « suicide » de l'empereur. Marc Flandreau propose une relecture de cette aventure.

Lorsque l'information de la détention d'un Consul et de deux Protestants fut devenue publique, de nombreuses personnes se sont proposées pour aider Russel à délivrer les prisonniers. Charles Beke qui était géographe, explorateur, archéologue et ethnologue, était l'une d'entre elles. Il se présentait comme quelqu'un connaissant bien l'Abyssinie, pour souhaiter davantage de rapports commerciaux avec cette région du monde. Au demeurant dans les années 1840, il proposa à la Commission du Commerce britannique d'installer une entreprise de textile, qui déclina. En 1861, il soumit de nouveau une demande pour cette fois-ci mettre en avant le fort potentiel de la région dans la production de coton. Russel était alors la personne chargée de valider ou non ce genre d'initiatives. De nouveau, Beke se vit refuser son entreprise. La prise d'otage constitue une aubaine pour Beke qui espérait ainsi enfin pouvoir réaliser son projet économique. Il écrivit un ouvrage, *The British Captives in Abyssinia* en 1865, où figurent des critiques acerbes vis-à-vis de la Commission du Commerce britannique et du Ministère des Affaires Étrangères, notamment son manque de confiance envers les experts, c'est-à-dire aux hommes de science.

La Société d'Anthropologie et la Société Royale de Géographie vont s'emparer de cet épisode pour critiquer les politiques menées par Russel en soutenant l'analyse de Beke. Elles se sentaient suffisamment légitimes pour critiquer publiquement la politique étrangère britannique en raison de leur « connaissance » des peuples indigènes, rendue possible par leur présence sur le terrain. Dans un article au titre évocateur (« *Anthropology, a practical science* »), James Hunt voit dans l'anthropologie un moyen de gouverner et de gérer efficacement les colonies. La victoire de Disraeli en 1874 est celle du parti conservateur soutenu par la Société d'Anthropologie sur le parti libéral.

Nous conseillons vivement cet ouvrage pour celles et ceux qui s'intéressent au rapport dialectique entre l'anthropologie et la finance. On regrettera néanmoins l'absence d'une description plus détaillée de l'environnement dans lequel les financiers et les sociétés savantes se situaient.

Bibliographie

Chambost I., Lenglet M. & Tadjeddine Y. (dir.) (2016), *La fabrique de la finance. Pour une approche interdisciplinaire*, Villeneuve d'Asq, Presses Universitaires du Septentrion.

Flandreau M. (2016), *Anthropologists in the Stock Exchange : A Financial History of Victorian Science*, Chicago, The University of Chicago Press.

Vatin F. (2016), « Le temps de la finance », *Revue de la régulation*, n°19. Disponible sur http://regulation.revues.org/11879.

Actualités & événements
News and forthcoming events

"Empreintes et emprises de la financiarisation" – appel à contributions pour un numéro thématique de *Terrains & Travaux*

Isabelle Chambost (isabelle.chambost@lecnam.net), **Yamina Tadjeddine** (yamina.fourneyron@univ-lorraine.fr), et **Caroline Vincensini** (caroline.vincensini@ens-paris-saclay.fr

L'ambition de ce dossier sur la financiarisation est d'étudier ce processus comme un fait social de pénétration par la finance des sphères politiques, économiques, sociales et domestiques, observable à différentes époques et dans différentes cultures.

Date de clôture : 9 février 2018

L'appel peut être téléchargé ici

ISA World Congress of Sociology – Panel on "Interpreting and questioning finance as social relationships"

Aaron Pitluck (aaron.pitluck@illinoisstate.edu)

15-21 July 2018, Toronto, Canada

Submission deadline: September 30th, 2017

The call for papers can be accessed here

Séminaires, Colloques et Workshops

Jeudi 12 octobre (17h-19h30) – Séminaire SSFA, CNAM, 2 rue Conté, 75003 Paris, Salle 31-2-87.

Jean-Luc Deshayes (sociologue, Université de Tours) : « 'Je travaille dans une banque au Luxembourg'. Socio-histoire d'un espace social localisé transfrontalier de qualification ».

Nicolas Pinsard (doctorant en économie, CEPN, Paris XIII) : « Réformes des offices : financiarisation et transformation de l'Etat français au XVIIe siècle ».

OCTOBRE 2017

D	L	M	M	J	V	S
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

Jeudi 14 décembre (17h-19h30) – Séminaire SSFA, CNAM, 2 rue Conté, 75003 Paris, Salle 31-2-87.

Théo Bourgeron (doctorant en sociologie, University of Edinburgh & IDHES Paris Nanterre) : « Incarner la figure de l'actionnaire financier, entre investisseur et entrepreneur. Ethnographie de deux fonds de capital-investissement parisiens ».

Patrice Baubeau (historien, Université Paris Nanterre) : « L'Union Monétaire, la libre circulation des capitaux et les petits paiements : les émeutes monétaires de 1894-1895 en France ».

DECEMBRE 2017

D	L	M	M	J	V	S
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Jeudi 8 février (17h-19h30) – Séminaire SSFA, CNAM, 2 rue Conté, 75003 Paris, Salle 31-2-87.

Antoine Souchaud (doctorant en finance, ESCP) : « Construction collective d'une éthique dans le secteur du *crowdfunding* (thème) »

Alexandre Violle (doctorant au CSI, Mines ParisTech) : « Supervision bancaire et politique de vérification : la construction de l'Union bancaire européenne à l'épreuve des pratiques de stress tests ».

FEVRIER 2018

D	L	M	M	J	V	S
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28			

Jeudi 5 avril (17h-19h30) – Séminaire SSFA, CNAM, 2 rue Conté, 75003 Paris, Salle 31-2-87.

Edoardo Ferlazzo (doctorant au CEMS, EHESS) : « L'Agence France Locale et la mise en marché du risque 'collectivités locales' ».

Sophie Le Coz (doctorante en économie, Université de Lorraine) : « Le recours aux prêts structurés par les collectivités locales : étude des communes urbaines de la région Ile-de-France ».

AVRIL 2018

D	L	M	M	J	V	S
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30					

Jeudi 7 juin (17h-19h30) – Séminaire SSFA, CNAM, 2 rue Conté, 75003 Paris, Salle 31-2-87.

Andres Chiriboga (doctorant en sociologie, MaxPo) : « The Ecuadorian securities market : a sociological account of a failure ».

Shi-Rong Lee (doctorante en sociologie, MaxPo) : « M&As among Taiwenese corporations (thème) ».

JUIN 2018

D	L	M	M	J	V	S
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

Cahiers de la SSFA | SSFA bulletin
http://ssfa.free.fr | ISSN : 2495-9286

Directrice de la publication

Isabelle Chambost

Comité de rédaction

Isabelle Chambost
Jacques-Olivier Charron
Géry Deffontaines
Olivier Godechot
Marc Lenglet
Yamina Tadjeddine

Contacts
Actualités & événements | News & forthcoming events : yamina.fourneyron@univ-lorraine.fr
Autres rubriques | Other matters : isabelle.chambost@cnam.fr